

Formulaire de demande de Co-financement
 A renvoyer à l'adresse ppecf.comifac@gmail.com



à travers la KFW



PARTIE I

1. COORDONNEES DU CANDIDAT

Nom de l'organisation / société	BSO (Bois et Sciages de l'Ogooué)
Nom du contact	Samuel DUBOIS
Adresse	BP 7314 Quartier Glass Libreville GABON
Téléphone	(+241) 07 93 27 72
Fax :	
E-mail :	samueldubois@hotmail.fr

2. TITRE DE L'INTERVENTION PROPOSEE

Audit à blanc de la société

3. STATUT INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE DU CANDIDAT

Société Anonyme avec conseil d'administration

4. EMPLACEMENT GÉOGRAPHIQUE DE L'INTERVENTION

PAYS	REGION / PROVINCE	NOM UFA /UGF (pour les concessionnaires)
Gabon	Moyen-Ogooué	Okano / Lara

5. DATES PREVISIONNELLES, DUREE, BUDGET, FINANCEMENT DEMANDE

Date début	Date fin	du 07/05/13	au 15/05/13
Durée	7 jours + 2 (transport)		
Budget estimé			
Financement demandé			

6. RESUME DU PROJET (une page maximum)

La société BSO est engagée dans une démarche de certification visant l'obtention du label FSC à moyen terme. A court terme, elle souhaite montrer à ses clients qu'elle satisfait aux obligations légales, à travers l'obtention d'OLB.

Le projet consiste en la réalisation d'un audit blanc OLB sur les concessions de BSO en vue de la préparation de cet audit.

L'objectif de cet audit blanc est de tester en conditions réelles la conformité de BSO par rapport aux grilles OLB et FLEGT, et d'apporter des conseils sur la résolution des éventuels écarts.

L'audit sur le terrain sera effectué durant 7 jours, en présence du Directeur de la gestion durable, des responsables d'exploitation et M. Erith NGATCHOU, Consultant.

La mission comprendra :

- un audit documentaire,
- un audit des UFA Okano et Lara, et des chantiers d'exploitation en cours,
- un audit des bases et des installations (Ndjolé et Minko-Mibé),
- un audit du volet social.

A l'issue de la mission, M. Erith NGATCHOU remettra un rapport qui présentera le niveau de l'entreprise par rapports aux référentiels précités, ainsi que des propositions pragmatiques de résolution des écarts constatés, en concertation avec le responsable certification de l'entreprise.

PARTIE II : L'INTERVENTION

Section 1 : CONTEXTE

7. MOTIVATION DE L'INTERVENTION (150 mots maximum)

Le projet vise à évaluer et à conforter l'entreprise dans sa démarche de certification vers le référentiel FSC, en validant les acquis de la société par rapport au référentiel OLB.

8. CONTEXTE DE L'INTERVENTION (150 mots maximum)

Cet audit blanc se déroule dans un contexte de collaboration transparente entre l'auditeur et les employés de la société dans la mesure où l'objectif est de détecter et lever tous les potentiels écarts.

A cet instar les employés de BSO sont invités à faire part à M. Erith NGOATCHOU de toutes les contraintes et difficultés rencontrées pour réfléchir à leur résolution.

La mission débutera à l'arrivée à l'aéroport de Libreville de M. NGATCHOU, l'auditeur, qui sera pris en charge par le Directeur de la Gestion Durable ou son représentant. Une présentation succincte de la mission sera faite à la Direction générale à Libreville, puis l'audit documentaire sera fait à la cellule aménagement de la base de Ndjolé. Les visites des bases se feront à Ndjolé puis à Minko-Mibé, puis l'équipe se déplacera sur les chantiers d'exploitation. Au terme de la mission de terrain, une réunion de restitution sera organisée pour présenter et expliquer les principaux écarts constatés.

La remise du rapport au Responsable de la gestion durable par M. Erith NGATCHOU se fera après le retour de l'auditeur à Yaoundé (Cameroun).

9. DEFINITION DE L'OBJECTIF POURSUIVI (500 mots maximum)

L'objectif final de BSO est l'atteinte du certificat FSC pour l'ensemble de ses concessions.

Pour ce faire, l'entreprise BSO a décidé d'opter pour une étape intermédiaire en obtenant le label OLB et valider les acquis. Pour se conforter, elle a décidé la réalisation d'un audit blanc réalisé par un professionnel reconnu.

Il s'agit de créer, à travers un exercice de simulation, les conditions réelles d'un audit tierce partie pour tester l'application de toutes les exigences du label visé.

10. BENEFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES (400 mots maximum)

Le premier bénéficiaire de ce projet est l'entreprise BSO, pour atteindre un le label OLB, étape intermédiaire vers le certificat FSC.

Les résultats issus de cet audit blanc chez BSO pourront profiter aux autres sociétés du Gabon à travers un rapport public qui sera mis en ligne sur le site web du PPECF (les données confidentielles de BSO ne seront pas accessibles).

Pendant la durée de la mission, les responsables du monitoring ainsi que les auditeurs internes de la Direction de la gestion durable qui accompagneront l'auditeur bénéficieront des techniques de contrôle et d'audit et à l'interprétation des grilles de référentiels.

Section 2 : L'INTERVENTION

11. QUEL EST LE DEGRE D'INSERTION DE L'INTERVENTION DANS UNE DEMARCHE D'ECOCERTIFICATION ? (200 mots maximum).

Ce projet d'audit blanc possède un fort impact dans la démarche d'éco certification dans la mesure où il prépare, en conditions réelles de terrain, l'entreprise, ses employés et les cadres, notamment ceux de la Direction Gestion Durable, à évoluer vers le niveau FSC de l'entreprise selon le nouveau référentiel régional FSC Bassin du Congo.

Les recommandations qui en découleront permettront de développer et mettre en œuvre un plan d'action pour évoluer progressivement vers la certification de légalité et à terme la certification de gestion responsable.

Cet audit blanc participe activement aux efforts de pression permanente mis en place par la Direction de l'entreprise pour maintenir la concentration des employés chargés de veiller au respect des pratiques améliorées de gestion forestière.

12. EN QUOI L'INTERVENTION REpond-ELLE AUX OBJECTIFS GENERAUX DU PPEFC? (200 mots maximum)

Consultez les notes directives pour obtenir des informations sur les domaines thématiques du PPEFC et son cadre logique en annexe IX des conditions particulières

Voici les domaines thématiques des objectifs généraux du PPECF auxquels répond l'intervention (voir annexe IX) :

Résultats 2 :

- appuyer les entreprises dans les activités spécifiques directement liées à la certification : audit interne,
- appuyer les entreprises par des formations : renforcer les capacités des cellules d'aménagement,
- appuyer le système de certification FSC : financer le renforcement des missions d'audit et de supervisions externes

la présente intervention s'insère en droite ligne dans l'amélioration de la qualité de l'exploitation industrielle des forêts notamment le volet renforcement des entreprises par le biais de formations et d'activités spécifiques liées à la certification.

13. HYPOTHESES & RISQUES (200 mots maximum)

Indiquer les mesures d'atténuation des risques.

Risque : Le risque lié à cette intervention est que l'entreprise ne mette pas à disposition les moyens nécessaires à sa réalisation et que les recommandations qui en découleront ne soient pas mises en œuvre.

Mesures d'atténuation : La mission sera conduite entièrement en présence du Directeur de la gestion durable et l'implication de la Direction Générale (présente lors de la mission) permettra d'enclencher une dynamique permettant d'insuffler la mise en œuvre des actions pertinentes en vue de l'obtention à terme d'une écocertification.

14. BUDGET DETAILLE DE L'INTERVENTION

Cf . annexe budgétaire